

Le rendez-vous



Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud. (D.R.)

Le Medef lance Alcyon Sud DÉDIÉ À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Alcyon, rappelle David Garavagno, le président du Medef Var, c'est un oiseau mythologique de bon augure. Dans un contexte économique tendu où viennent se rajouter les contraintes environnementales, en particulier dans le département frappé par la sécheresse, les entrepreneurs du territoire ont vraiment besoin d'optimisme, et de solutions. C'est ce que propose le forum. Atterrant Alcyon Sud, lancé demain mardi 6 juin à Toulon, avec des invités de renom comme le paléoclimatologue Jean Jouzel mais aussi des ateliers et stands pour répondre à la difficile équation entre développement de l'activité et respect de l'environnement. « Il y a deux options : soit tout arrêter et cela s'appelle la décroissance, et nous nous demandons comment financer notre modèle social dans ces conditions, soit l'innovation », estime Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud.

66 milliards d'euros par an

Ce nouveau forum, appelé à se reproduire chaque année dans l'un des six départements de la région et soutenu par la Région Sud, est aussi une réponse du mouvement patronal au défi qui se profile.

« France Stratégie a chiffré à 66 milliards d'euros annuels d'investissement le coût de la transition écologique. Les entreprises devront investir 30 à 40 milliards par an. Plutôt que de créer de nouveaux impôts nous demandons la suppression des impôts de production, plus élevés en France que chez nos voi-

sins, pour que les entreprises puissent directement réinjecter cet argent dans leur transformation », ajoute le représentant des patrons du Sud.

Les contraintes se font déjà sentir dans bien des activités, comme le bâtiment à la peine en France et en particulier dans le Sud. « Pourtant, c'est un secteur qui a déjà énormément évolué : on doit réutiliser les eaux grises, construire avec moins d'eau, faire des bâtiments beaucoup plus vertueux. »

Mais il y a de l'idéologie derrière l'économie et si les élus ne suivent pas, les projets n'avancent pas », souligne David Garavagno qui demande aussi officiellement de la clémence quant à l'application de la ZFE en vigueur depuis le 1^{er} juin à Toulon. « Il faut laisser le temps aux entreprises, qui sont bien souvent des artisans, de s'adapter aux nouvelles normes avant d'appliquer des sanctions ».

Parmi les participants à ce nouveau rendez-vous, figurent Vincent Aussilloux, directeur du département Économie de France Stratégie, mais aussi Hoang Bui, coordonnateur de la Stratégie nationale Hydrogène décarboné et décarbonation de l'industrie, secrétaire général pour l'investissement ou encore le directeur régional de BPI France, Nicolas Magenthes.

Parmi les ateliers proposés, « L'intégration de la transition écologique

dans son business model », ou encore « BpiFrance, des outils d'accompagnement pour une transition écologique et énergétique », mais aussi un forum sur la place des emplois verts dans la région proposé par l'Apec.

Speed business meeting

Au total, 22 stands, 20 ateliers et 5 tables rondes seront proposés pour répondre aux interrogations des entreprises face aux enjeux et expériences de

la transition écologique. L'événement est en outre gratuit et ouvert au grand public, car ce sont aussi des questions de société dont il s'agit.

Un « speed business meeting » sera d'ailleurs organisé dans l'après-midi, pour répondre à un autre défi, celui du

recrutement. Dans cette période, la transition écologique, vecteur de croissance dans pas mal de secteurs, peut aussi être source d'attractivité pour accueillir de nouveaux talents. « Pour réaliser la transition écologique, il faut la transformer en principe économique et l'intégrer dans nos process », résume David Garavagno.

MARIE-CÉCILE BÉRANGER
mberanger@nicamat.fr

> RDV le 6 juin 2023 de 9 h à 17 h 30 au Palais des Congrès Neptune (avenue de Beauvague 83000 Toulon) Un événement gratuit, ouvert à tous (inscription préférable sur forum.alcyonsud.com)



David Garavagno, président du Medef Var. (D.R.)

La Compagnie des Amandes veut faire DE SA CASSERIE DE SIGNES UN BÂTIMENT EXEMPLAIRE

Alors que la première pierre de sa casserie devrait être posée en septembre prochain sur la zone d'activités de Signes, La Compagnie des Amandes, lancée en 2018 par Arnaud Montebourg et François Moulins afin de relancer une filière française du fruit à coque, annonce que la toiture du bâtiment de 7 000 m² sera totalement couverte de panneaux photovoltaïques pour une capacité de 650 Mwh.

L'entreprise aixoise a en outre fait le choix de l'énergéticien Idex, basé à Boulogne-Billancourt, pour réaliser cette centrale. « Au total, cela représente 1 256 panneaux photovoltaïques. Nous avons voulu aller au-delà de la législation qui demande 30 % de la surface de toiture pour obtenir un permis de construire de bâtiment industriel. Cela nous permettra, au démarrage de l'activité au moins de couvrir l'ensemble de nos

besoins en électricité », explique François Moulins, le directeur général de la Compagnie des Amandes qui souhaite aussi obtenir le label britannique Breeam (Building Research Establishment Environmental Assessment Method, relatif à l'évaluation de l'environnement des bâtiments, ndr).

Dans la lignée de la lance du made in France dont l'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif s'est emparé notamment à travers la Compagnie des Amandes, l'idée est aussi de faire de cette casserie « une vitrine ».

Des panneaux made in Fos ?

Les panneaux photovoltaïques seront donc achetés par Idex à un fournisseur français, dont le nom n'est pas encore connu. « Nous avons un fabricant que nous apprécions en Alsace mais si l'usine de Fos est opérationnelle le moment



L'usine de Signes attendue d'ici un an, sera dotée de 1 250 panneaux solaires. (D.R.)

venu, cela pourrait être excellent », assure Édouard Roblot, directeur bâtiments bas carbone chez Idex. Un choix onéreux mais assumé. Le coût d'un panneau fabriqué en France est supérieur de 15 à 30 % à celui d'un équipement produit en Asie, mais son bilan

carbone est aussi divisé par dix. Au total la centrale représente un investissement de 700 000 € pris en charge par Idex qui louera la surface en toiture à la Compagnie des Amandes, laquelle pourra acheter en direct à l'opérateur 30 % de l'électricité ainsi

produite, le reste étant injecté dans le réseau public. « C'est aussi une vitrine régionale pour nous », ajoute le responsable d'Idex, déjà présent à Nice où l'ETI (5 500 salariés, 2 Md€ de chiffre d'affaires) équipe l'écoquartier Meridia. Le site de Signes, d'une capa-

acité de traitement de 3 000 tonnes d'amandes, également doté d'ombrières de parking qui alimenteront des bornes de recharge de véhicules électriques, devrait être opérationnel d'ici un an.

M.-C.B.
mberanger@nicamat.fr